

Communiqué de presse

Crise pétrolière et inflation : des mesures salariales d'urgences !

La guerre dans le Golfe persique a des conséquences dramatiques sur les flux énergétiques mondiaux, notamment en raison des difficultés affectant le détroit d'Ormuz. Cette situation a entraîné une hausse brutale et durable des prix des carburants et de l'énergie qui affecte l'ensemble de l'économie, avec des conséquences directes sur les conditions d'emploi, de travail et de vie des travailleuses et des travailleurs, et en particulier des agent.e.s de la fonction publique territoriale.

Le gouvernement a annoncé des mesures destinées à augmenter la production et le raffinage, ainsi qu'un soutien aux secteurs économiques les plus touchés. Cependant, aucune mesure d'urgence n'est prévue pour soutenir les salarié.e.s, dont les agent.e.s de la Fonction publique, face à l'augmentation de leurs dépenses. Cette situation, qui va probablement se prolonger pendant des semaines, voire des mois, vient rogner leur niveau de vie, mis à mal depuis des années par le gel du point d'indice, par la suppression de la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et par la baisse de la prise en charge de la rémunération des agents en maladie ordinaire. Avec 70% d'agent.e.s de catégorie C, le versant territorial est particulièrement touché par cette crise des prix de l'énergie.

La FSU Territoriale revendique auprès du gouvernement des mesures salariales d'urgence pour permettre aux agent.e.s de faire face à l'explosion des prix. Dans les collectivités, les syndicats de la FSU Territoriale se mobilisent pour obtenir :

- La revalorisation des régimes indemnitaires ;
- L'extension temporaire du recours au télétravail ;
- La mise en place, ou la revalorisation s'ils existent, des dispositifs de remboursement des frais kilométriques.

Pour la FSU Territoriale, cette nouvelle crise pétrolière souligne la dépendance encore trop grande aux énergies fossiles, soumises aux aléas des tensions géopolitiques et aux fluctuations des marchés. Il est plus que temps d'accélérer la transition vers des énergies renouvelables et de se diriger vers une gestion publique pour soustraire ce secteur des mains des spéculateurs.

